



MIEUX TARIFER

POUR MIEUX VIVRE
ENSEMBLE

RAPPORT

GROUPE DE TRAVAIL SUR LA TARIFICATION
DES SERVICES PUBLICS

DES MYTHES À DÉGONFLER

Premier mythe : les services publics sont gratuits

Même si les services publics ne sont pas ou peu tarifés, ils ne sont pas gratuits. De toute évidence, les services de santé, d'éducation et de garde sont payés par le contribuable, qui assure leur existence.

Deuxième mythe : les tarifs augmentent toujours

La plupart des tarifs demandés au Québec pour des services publics ont augmenté moins rapidement que l'inflation depuis dix ans, comme par exemple les tarifs d'électricité et les droits de scolarité universitaire.

Troisième mythe : les tarifs au Québec sont plus élevés qu'ailleurs

Pourtant, les revenus de tarification sont plus bas au Québec qu'ailleurs, et le Québec fait moins appel que les autres provinces aux revenus de tarification.

Quatrième mythe : les tarifs sont des impôts déguisés

En fait, la tarification repose sur l'idée selon laquelle celui qui utilise un service doit également être celui qui le paye – concept d'utilisateur-payeur –, alors qu'avec la taxation, celui qui acquitte les taxes ne va pas forcément utiliser les services financés par ces taxes.

Cinquième mythe : les tarifs sont inéquitables

Au contraire, il est à la fois plus efficace et plus équitable de subventionner directement et spécifiquement les ménages à faibles revenus, plutôt que de fixer un tarif global artificiellement bas pour tous.

DES VERTUS À RAPPELER

Première vertu :

La tarification contribue à améliorer la qualité des services.

Deuxième vertu :

La tarification encourage l'efficacité dans l'utilisation des ressources publiques.

PORTRAIT SOMMAIRE ET ÉCART PAR RAPPORT À LA MOYENNE CANADIENNE EN 2006-2007

Revenus de tarification des organismes dépendant du gouvernement du Québec (en millions de dollars)

| | Revenus | Écart par rapport à la moyenne canadienne | |
|-------------------------------------------------------|---------------|----------------------------------------------|--------------|
| | | (en M\$) | (en \$/hab.) |
| Ministères, organismes et réseaux | | | |
| Ministères, organismes et fonds spéciaux | 3 522 | 163 | 21 |
| Réseau de la santé | 1 439 | 433 | 57 |
| Réseau de l'éducation ⁽¹⁾ | 1 681 | 916 | 120 |
| Sous-total – Ministères, organismes et réseaux | 6 642 | 1 512 | 198 |
| Autres sources de tarification | | | |
| Tarifs d'électricité (Hydro-Québec) | 9 402 | 2 326 | 304 |
| Services de garde à 7 \$ ⁽²⁾ | 518 | 1 145 | 149 |
| Assurances : | | | |
| – Assurance santé et sécurité du travail (CSST) | 2 262 | — | — |
| – Assurance parentale | 1 184 | — | — |
| – Assurance médicaments | 1 302 | — | — |
| – Assurance automobile | 698 | — | — |
| – Autres assurances | | | |
| ▪ Assurance stabilisation des revenus agricoles | 134 | — | — |
| ▪ Assurance récolte | 25 | — | — |
| Sous-total – Autres sources de tarification | 15 525 | 3 471 | 453 |
| TOTAL | 22 167 | 4 983 | 651 |

Note : (—) : non disponible ou ne s'applique pas.

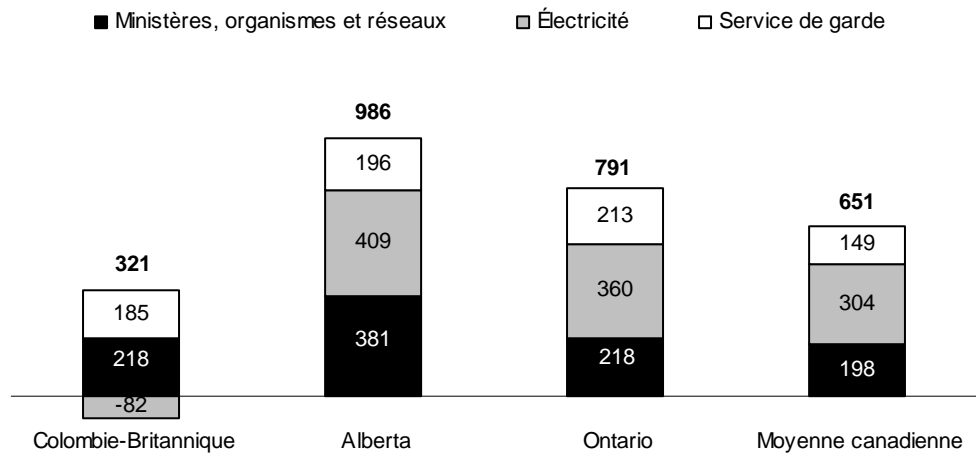
(1) Éducation supérieure et commissions scolaires.

(2) Centre de la petite enfance, garderie en milieu familial et service de garde en milieu scolaire.

Sources : Ministère des Finances du Québec. Les écarts par rapport à la moyenne canadienne, pour les ministères, organismes et réseaux, sont calculés à partir des données du Système de gestion financière (SGF) de Statistique Canada.

COMPARAISON INTERPROVINCIALE DE L'UTILISATION DE LA TARIFICATION

Écart de revenus de tarification –
Québec en comparaison de certaines provinces et de la moyenne
canadienne, 2006-2007
(en dollars par habitant)



Sources : Données SGF et calculs du ministère des Finances du Québec.

EXEMPLES DES PRINCIPAUX TARIFS

Les 10 principales sources de tarification publique en 2006-2007 (en millions de dollars)

| | Secteur | Montant | Pourcentage de la tarification totale |
|--------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|---------------|---------------------------------------|
| 1. Hydro-Québec | Électricité | 9 402 | 42,4 % |
| 2. Santé et sécurité du travail (CSST) | Assurance | 2 262 | 10,2 % |
| 3. Assurance médicaments | Assurance | 1 302 | 5,9 % |
| 4. Assurance parentale | Assurance | 1 184 | 5,3 % |
| 5. Droits sur les permis de conduire et sur les immatriculations des véhicules | Ministères et organismes | 841 | 3,8 % |
| 6. Assurance automobile (SAAQ) | Assurance | 698 | 3,1 % |
| 7. Contribution des adultes hébergés | Réseaux (santé) | 694 | 3,1 % |
| 8. Services de garde ⁽¹⁾ | Services de garde et réseaux | 546 | 2,5 % |
| 9. Ensemble des droits de scolarité | Réseaux (éducation) | 413 | 1,9 % |
| 10. Redevances brutes sur la coupe de bois (forêt) | Ministères | 258 | 1,2 % |
| TOTAL | | 17 600 | 79,4 % |

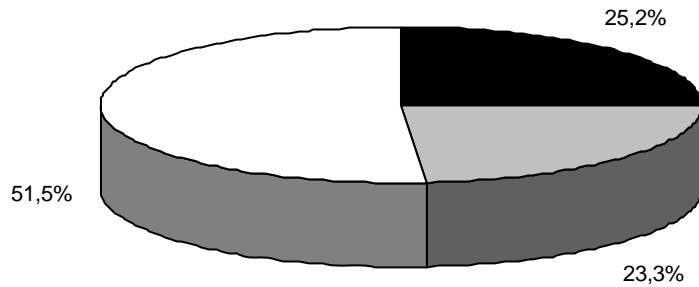
(1) Incluant les services de garde à 7 \$ et ceux de plus de 7 \$ en milieu scolaire.

Source : Ministère des Finances du Québec.

ÉVOLUTION DES TARIFS

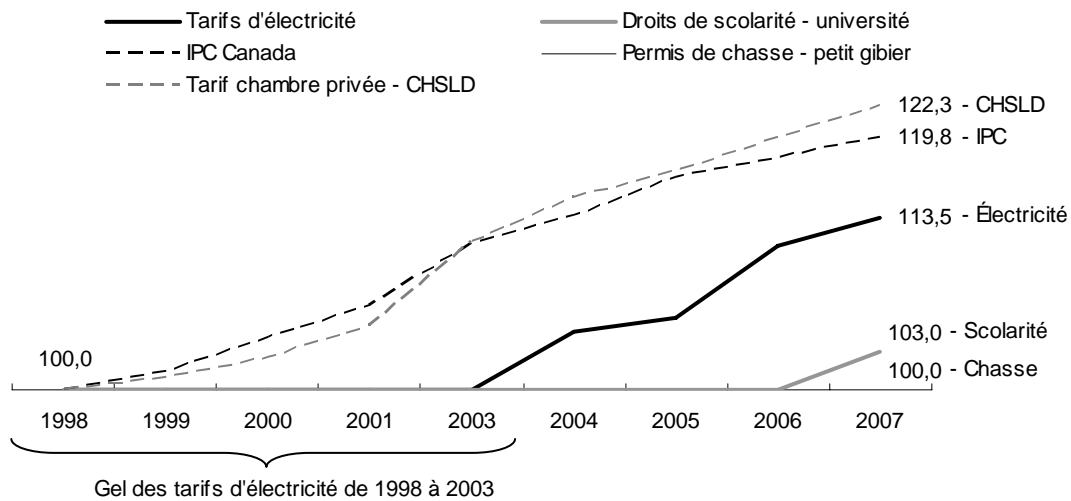
Répartition des revenus de tarification des ministères et organismes selon les méthodes de révision des tarifs, 2006-2007 (en pourcentage des revenus totaux de tarification)

■ Tarifs indexés □ Tarifs reflétant les coûts □ Tarifs inchangés depuis plus d'un an



Source : Ministère des Finances du Québec.

Évolution de certains tarifs et de l'indice des prix à la consommation (IPC), 1998 à 2007 (indice cumulé, 1998=100)

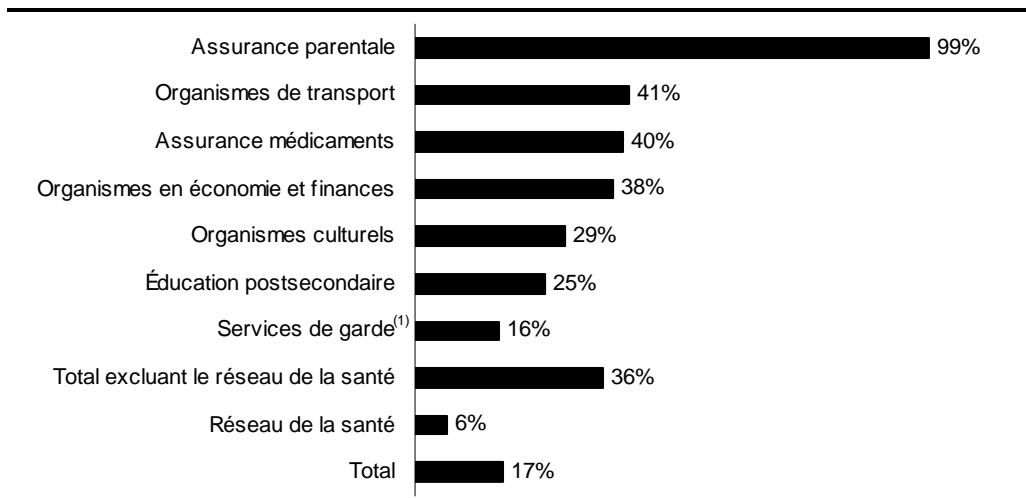


Source : Ministère des Finances du Québec.

FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS SOUS CONTRÔLE MINISTÉRIEL DIRECT ET INDIRECT

Importance de la tarification dans le financement des services publics sous contrôle ministériel direct et indirect

(en pourcentage)



(1) Centre de la petite enfance et en milieu familial.

Source : Ministère des Finances du Québec.

SYNTHÈSE DES PROCESSUS TARIFAIRES EN VIGUEUR AU QUÉBEC

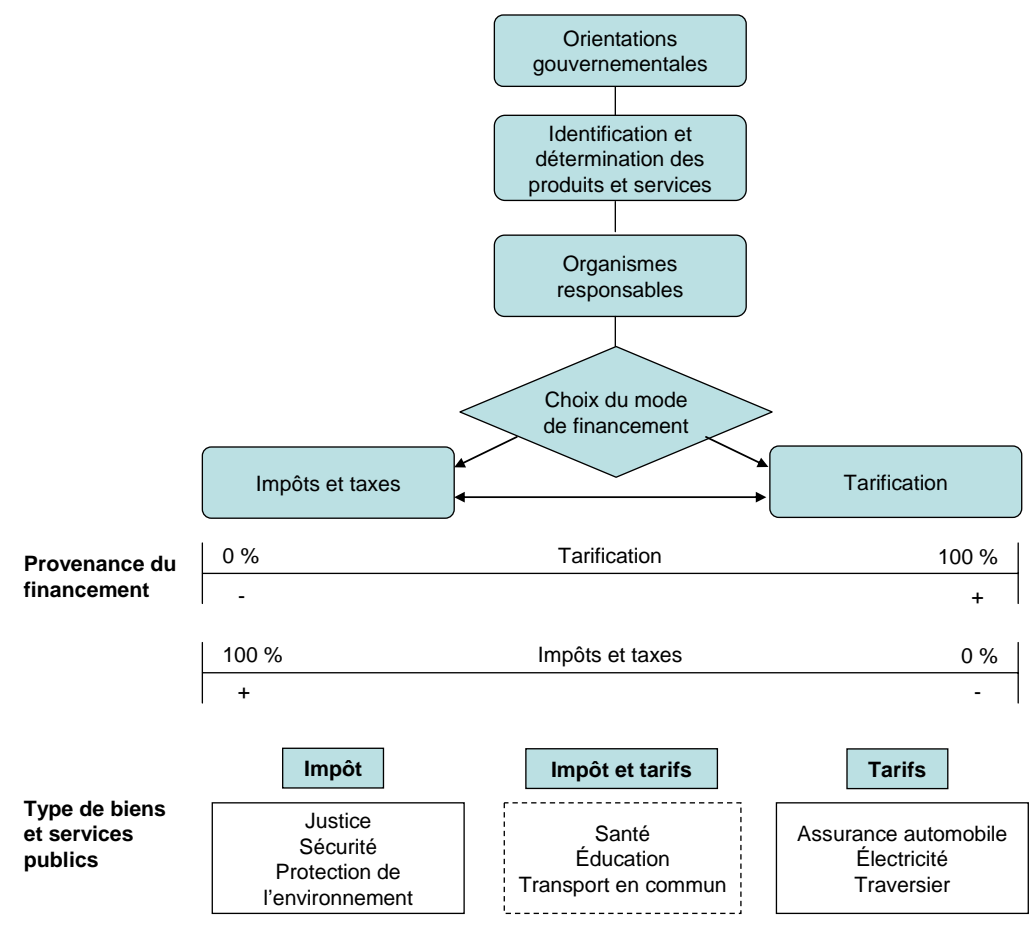
Principales caractéristiques des processus tarifaires en vigueur au Québec, 2006-2007

| | Contrôle ministériel direct et indirect | Tribunal quasi judiciaire | Régimes d'assurance spécifiques | Municipalités |
|-----------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|
| Recouvrement des coûts | Faible | Limité aux coûts permis | Oui, sauf dans les régimes d'assurance agricole | À évaluer |
| Évaluation globale du processus tarifaire | Non uniforme Non obligatoire Manque d'information sur les tarifs Etc. | Transparent Valeur du bloc patrimonial contestée Loi contraignante | Transparent pour la SAAQ et la CSST | Non uniforme puisque très régionalisée Forte influence politique |
| Revenus totaux | 9,7 G\$ | 9,4 G\$ | 3,1 G\$ | 2,7 G\$ |
| Délégation | Faible | Moyenne | Moyenne | Forte |
| Pressions politiques | Fortes | Moyennes | Moyennes | Fortes |
| Affectation des revenus au service tarifé | Variable | Forte | Forte | À évaluer |
| Processus | | | | |
| - Rigueur | Faible | Fort | Fort | Variable |
| - Transparence | Faible | Fort | Fort | Variable |
| - Reddition de comptes | Faible | Fort | Fort | Variable |
| - Expertises, connaissances et ressources professionnelles | Variable | Fort | Fort | Variable |

Source : Ministère des Finances du Québec.

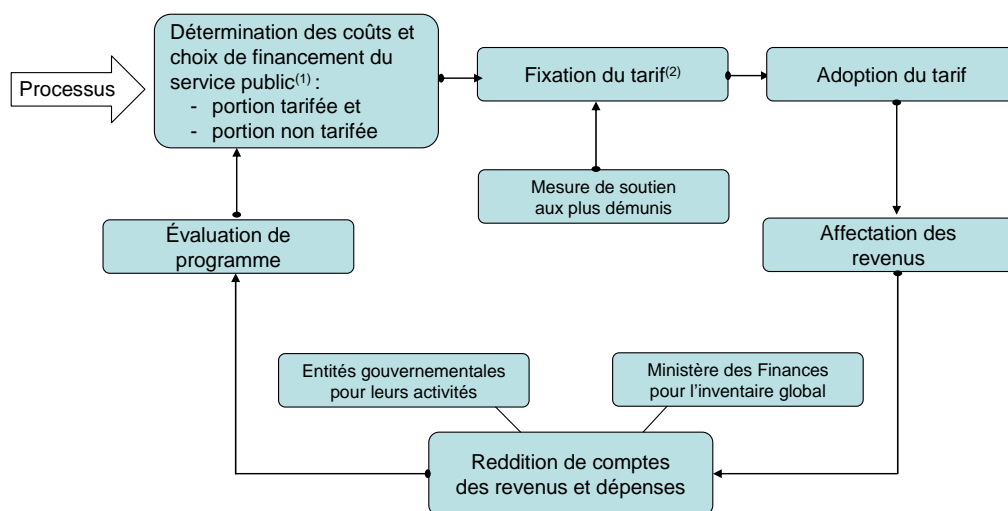
MODE DE FINANCEMENT DES BIENS ET DES SERVICES PUBLICS

Établissement du mode de financement des biens et des services publics



PROCESSUS POUR UNE NOUVELLE POLITIQUE DE TARIFICATION

Processus de détermination et d'évaluation des tarifs dans les ministères et organismes, selon la nouvelle politique de tarification



(1) En fonction des critères d'équité et d'efficacité, en tenant compte d'orientations gouvernementales.

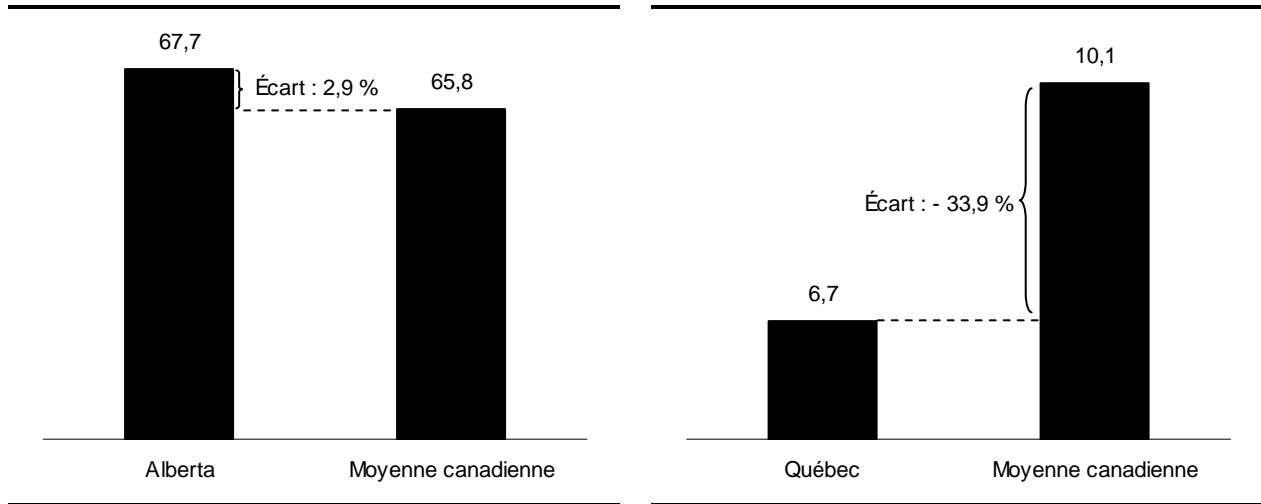
(2) Options à considérer : prix de revient, coût marginal, présence ou non de rente économique, comparaison interprovinciale, impacts environnementaux, autres.

TARIFICATION DES RESSOURCES NATURELLES : COMPARAISON ENTRE L'ALBERTA ET LE QUÉBEC

Comparaison avant taxe des écarts de prix de l'essence en Alberta et de l'électricité au Québec avec la moyenne canadienne

(Essence – Prix moyen en 2006-2007,
en cents par litre)

(Électricité – Prix moyen résidentiel au 1^{er} avril 2007,
en cents par kWh)



Sources : MJ Ervin & Associates Inc. et Hydro-Québec (2007). *Comparaison des prix de l'électricité dans les grandes villes nord-américaines.*

FRAIS DE SCOLARITÉ UNIVERSITAIRE

Frais de scolarité universitaire, 2006-2007⁽¹⁾

(principales provinces et moyenne canadienne)

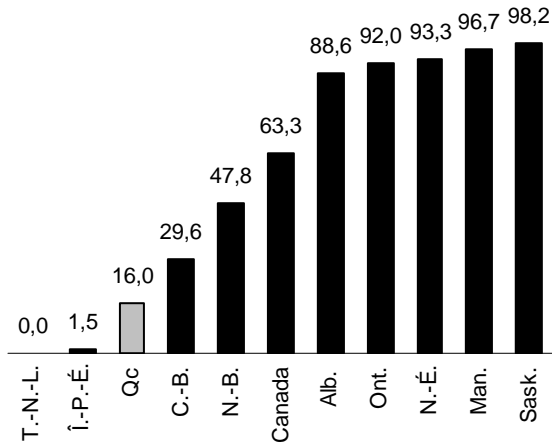
| | Frais de scolarité par étudiant (en \$) | Revenu additionnel si appliqué au Québec (en M\$) |
|---------------------------|-------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|
| Colombie-Britannique | 5 405 | 475 |
| Alberta | 5 455 | 489 |
| Ontario | 6 213 | 636 |
| Québec | 2 519 | — |
| Moyenne canadienne | 5 000 | 415 |

(1) Étudiants canadiens inscrits à temps plein (1^{er}, 2^e, et 3^e cycle).

Sources : Données SGF et calculs du ministère des Finances du Québec, incluant les droits de scolarité et les frais afférents obligatoires (frais d'inscription, relevés de notes, services de bibliothèque, associations étudiantes, etc.).

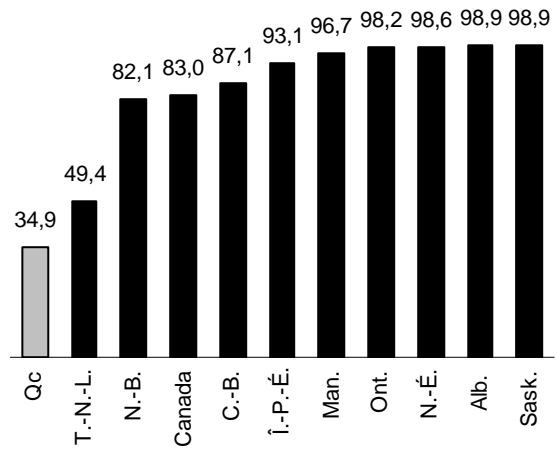
COMPTEURS D'EAU DANS LES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC

Pourcentage des résidences équipées de compteurs d'eau dans les municipalités au Canada, 2004
(en pourcentage)



Source : Environnement Canada, Rapport 2007 sur l'utilisation de l'eau par les municipalités au Canada.

Pourcentage des clients commerciaux équipés de compteurs d'eau dans les municipalités au Canada, 2004
(en pourcentage)

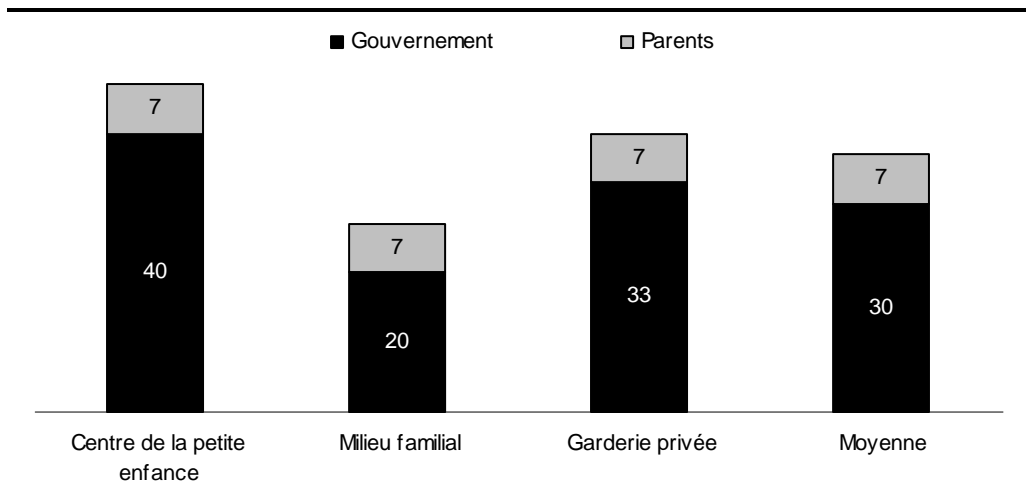


Source : Environnement Canada, Rapport 2007 sur l'utilisation de l'eau par les municipalités au Canada.

FINANCEMENT DES SERVICES DE GARDE

GRAPHIQUE 1

Contribution financière du gouvernement du Québec et des parents pour une journée de garde, 2006
(en dollars)



Source : Ministère de la Famille et des Aînés.